

OSMANLI ARAŒTIRMALARI XI

NeŒir Heyeti — Editorial Board
HALİL İNALCIK — NEJAT GÖYÜNÇ
HEATH W. LOWRY — İSMAIL ERÜNSAL
(BERT FRAGNER — KLAUS KREISER)

THE JOURNAL OF OTTOMAN STUDIES XI

İstanbul-1991

QUELQUES ASPECTS DU CONDOMINIUM OSMANO-TRANSYLVAIN AU XVII^e SIÈCLE

Christine FENEŞAN (Bucarest)

Le phénomène du condominium, assez rare dans l'Empire Ottoman, a été considéré comme une répartition du pouvoir entre les conquérants les conquis¹. Il est hors de doute que dans le cas des relations entretenues par la principauté autonome de Transylvanie avec l'Empire Ottoman, ce phénomène est apparu et s'est développé en premier lieu dans les zones-frontière comme dans les *eyalets* établis sur le territoire de la Hongrie. La frontière de la principauté autonome de Transylvanie avec l'Empire Ottoman, au Banat et en Crişana a atteint au cours du XVII^e siècle une certaine élasticité en tant que point de contrôle et de démarcation entre deux mondes différents et même opposés par suite des confrontations militaires².

Cette frontière, qui reflétait d'une part, tout un long procès historique³, et de l'autre, une configuration géographique, n'a pas possédé la stabilité et la précision des frontières européennes de l'époque contemporaine tout comme celle, qui séparait l'Empire Ottoman de l'Empire des Habsbourg⁴. La labilité de la frontière

1 K. Hegyi, *Le condominium hungaro-ottoman dans les eyalets hongrois, Actes du premier congrès international des études balkaniques et sud-est européennes*, vol. III, Sofia, 1969, p. 593.

2 H. Ahrweiler, *La frontière et les frontières de Byzance en Orient, Actes du XIV^e Congrès International des Études Byzantines*, vol. I, Bucarest, 1975, p. 211.

3 Voir Th. Papadopoulos, *The Byzantine Model in Frontier History. A Comparative Approach, Actes du XIV^e Congrès International des Études Byzantines*, vol. II, Bucarest, 1975, p. 417.

4 G. Bayerle, *Ottoman Tributes in Hungary According to Sixteenth Century Tapu Registers of Novigrad*, Mouton, 1973, p. 13.

transylvano-ottomane, qui a mis en évidence, à plusieurs reprises au cours du XVII^e siècle, les modifications territoriales subies par la principauté autonome par suite de certains conflits armés⁵, est dûe aussi aux empiètements progressifs, par infiltration des ressortissants des eyalets de Timișoara et d'Oradea. Les changements survenus dans le tracé de la frontière transylvano-ottomane ont connu des degrés d'ampleur variables suivant le respect accordé à l'intégrité territoriale de la Transylvanie ou son amputation par la force des armes ou par suite d'un chantage politique. Ce phénomène a été, en tout cas, en relation avec les recensements périodiques de la population et avec les sources de revenus (*tahrir-i vilâyet*)⁶ établis par les autorités ottomanes dans les villages et dans les domaines voisins des territoires occupés par les ottomans au Banat et en Crișana. Le fait que certains villages et certains domaines enregistrés d'une manière abusive comme appartenant aux eyalets de Timișoara et d'Oradea ont respecté leurs obligations fiscales à l'égard de la Transylvanie⁷ prouve leur appartenance à cet état.

Cette forme d'appartenance à une communauté, qui ne s'est manifesté que par le paiement des impôts, c'est à dire par une solidarité fiscale, a engendré la possibilité d'une double dépendance et, de ce fait, l'apparition du phénomène du condominium. Loin d'être une pratique courante dans l'Empire Ottoman, le phénomène du condominium⁸, s'est manifesté pendant toute l'existence de la principauté autonome de Transylvanie. Il a apparu par suite de la conjonction de deux actions contraires. Il s'agit,

5 I. Lukinich, *Erdély területi változásai a török hódoltság korában 1541-1711*, Budapest, 1918, p. 469-471.

6 H. Inalcik, *Ottoman Methods of Conquest*, «Studia Islamica», 1954, 2, p. 103.

7 Pour l'eyalet de Timișoara voir la lettre du prince Michel Apafi I au beglerbeg de Timișoara, écrite en 1675, A. Szilády, S. Szilágyi, *Török-Magyar-köri Állam Okmánytár*, vol. VII, Pest, 1872, doc. XVII, p. 357-358; pour l'eyalet d'Oradea voir S. Gergely, *Teleky Mihály levelezése*, vol. III, Budapest, 1908, p. 223, les lettres de Küçük Mehmed Pacha d'Oradea envoyées le 15 août 1671 et le 7 novembre 1677 au prince Michel Apafi I, à Magyar Országos Levéltár Budapest (L'Archive Nationale Hongroise), p. 1239 Apafi Mihály gyűtemény a/72 et R. 315 Török iratok Nr. 111, f. 1.

8 H. Ahrweiler, *op. cit.*, p. 215.

en premier lieu, de la continuelle augmentation des revenus des eyalets de Timișoara et d'Oradea et, en second lieu, de l'encaissement des impôts traditionnels perçus par la noblesse transylvaine. Au point de vue idéologique, le condominium ainsi que les litiges qu'il a engendré s'est basé aussi sur la conception qu'un village ou un domaine enregistré dans les registres impériaux ne pouvait plus être cédé⁹ aux anciens maîtres, nobles ou princes transylvains.

Le caractère diamétralement opposé et exclusif des intérêts des anciens maîtres des domaines comme ceux des bénéficiaires ottomans des terres (timariotes, zaïms) justifie les arguments d'ordre historique et juridique invoqués par chacune des parties, ainsi que l'acceptation du condominium en tant que solution temporaire de compromis. Les nobles dépossédés d'abord par suite des expéditions ottomanes de 1552 et de 1566 et ensuite par les campagnes de 1658 et de 1660, n'ont jamais renoncé à leurs anciens domaines perdus et ni à leurs revenus. Le fait que le 20 janvier 1553 la diète de Cluj a légiféré la demande des états privilégiés adressée au roi Ferdinand I^{er} de Habsbourg concernant la restitution des régions frontalières occupées par les ottomans et qui devaient être délivrées par les Impériaux¹⁰, nous semble significatif. La décision de la diète a anticipé, sans aucune chance, la tentative des représentants de la domination impériale en Transylvanie d'obtenir, par des traités et par des présents, en septembre - octobre 1552, la rétrocession des cités et des territoires sis entre les rivières Mureș et Tissa, occupés par l'armée ottomane¹¹.

Cette attitude a été adoptée aussi plus tard, le 8 juin 1664, par la diète de Transylvanie, convoquée au camp de Alba Iulia pour fixer les conditions, qui devaient être présentées aux négociations de Satu Mare. La noblesse transylvaine, dépossédée de ses domaines par suite des expéditions ottomanes de 1658 et de

9 M. A. Mehmed, *Documente turcești privind istoria României*, vol. I, București, 1976, doc. nr. 31, p. 46.

10 S. Szilágyi, *Monumenta Comitalia Regni Transylvaniae*, vol. I, Budapest, 1876, doc. nr. XXIII, p. 440 : «ut Maiestas sua eisdem Nobilibus interim... loca finitima per Turcas capta, liberabuntur, de loco illis ad habitandum deputando providere dignetur».

11 *Ibidem*, doc. nr. XVIII, p. 425 et doc. nr. XX., p. 429.

1660, a exigé la reconnaissance de son droit de propriété sur les villages de Bihor, qui avaient appartenu, par exemple, à la cité de Săcuieni, sous le rapport administratif¹².

Le fait que les nobles du banat de Lugoj et de Caransebeș incorporé en 1658 à l'eyalet de Timișoara, n'ont pas voulu, eux non plus, renoncer à leurs domaines, est prouvé indiscutablement par leurs âpres réclamations auprès des autorités impériales, à partir de 1688. Mais leurs demandes insistantes, étayées sur des arguments juridiques et historiques adressées en 1688-1699¹³ aux commandants des armées impériales n'ont pas été prises en considération. Lorsque le Banat est devenu un domaine de la Couronne des Habsbourg, ce fait a engendré toute une série de procès intentés jusqu'au dernier quart du XVIII^e siècle par la famille Măcicaș de Tincova¹⁴.

Les données dont nous disposons jusqu'à présent nous ont poussé à analyser ce système de division du pouvoir dans le domaine administratif, juridique, militaire et dans celui du droit de propriété et de possession sur la terre. Ces données nous permettent non seulement d'établir la force de pénétration de la domination ottomane au Banat et en Crișana mais aussi de réaliser un des buts, que se proposait il y a longtemps l'historiographie roumaine. Il s'agit d'une part, du dépouillement des sources connues, et de l'autre, de la découverte d'autres sources nouvelles, d'autant plus que le grand nombre de documents conservés dans les archives étrangères et surtout en Turquie place le phénomène du condominium dans une certaine lumière ou dans une autre.

En nous étayant sur les informations dont nous disposons, nous sommes en mesure d'affirmer que l'incorporation successive du Banat et de Crișana au cours d'un siècle par l'Empire Ottoman n'a pas rompu leurs relations, multiples et profondes avec les

12 *Ibidem*, vol. XIII, p. 57-59; L. Borcea, *Contribuții la istoria cetății Săcuieni (comitatul Bihor) în secolele XV-XVII*, «Anuarul Institutului de Istorie și Arheologie Cluj-Napoca», vol. XXIV, 1983-1984, p. 328.

13 C. Feneșan, *Comitatul Severinului la sfârșitul secolului al XVII-lea, «Tibiscum»*, vol. VII, Caransebeș, 1988, p. 197-199.

14 Voir les Archives de l'État de Cluj-Napoca, fond Famille Macskási de Tincova, boîte 18, nr. 1771-1776.

territoires demeurés sous l'autorité du prince de Transylvanie. Ce fut aussi le cas du fonctionnement des anciennes institutions administratives, c'est à dire des comtés (comitats). Nous disposons, à cet égard, de certaines informations de la seconde moitié du XVII^e siècle concernant non seulement le banat de Lugoj et de Caransebeș incorporés dans l'eyalet de Timișoara, mais aussi les comtés revendiqués par l'eyalet d'Oradea. La déclaration du comte de Severin, Daniel Kún, présentée, le 28 janvier 1670 à Caransebeș, devant l'autre comte de Severin, Sigismond Rát et devant le viceban Nicolas Căstrut, son représentant pour la fonction comtale, constitue un document unique dans l'histoire du banat Lugoj et de Caransebeș, présentant un aspect inconnu et exemplaire du phénomène de condominium dans les eyalets formés sur le territoire de la Hongrie. Par les informations contenues, la déclaration du comte de Severin, Daniel Kún, de renoncement à ses prétentions sur les terres du village de Zlagna, terres qu'il avait revendiquées auparavant au prince Michel Apafi, prouve la coexistence des anciennes institutions administratives et judiciaires¹⁵ avec le système imposé par les autorités ottomanes de l'eyalet de Timișoara. Le système de l'eyalet comprenant des sandjaqs et des nahiye en tant que subdivisions administratives-militaires ainsi que la présence de qadi à Caransebeș n'ont pas bénéficié devant les nobles de l'endroit, maîtres des terres, ni de l'autorité nécessaire, ni d'une pleine compétence légale. Daniel Kún a recouru donc à son représentant en la fonction de comte, c'est à-dire à Nicolas Căstrut, le vice-ban de Caransebeș ainsi qu'au comte Sigismond Rát, pour renoncer à ses prétentions sur certaines terres du village de Zlagna, qu'il avait revendiqué auparavant au prince Michel Apafi. Lorsque Sigismond Fiat de Armeniș s'était refusé à céder la possession des terres de Zlagna au nom d'un jeune homme devenu esclave des ottomans, Daniel Kún s'est obligé à les céder au possesseur légal lorsque ce dernier réussirait à se racheter et à revenir dans son pays.

Dans la première moitié du XVII^e siècle il y eu des transactions immobilières entre les nobles hongrois de l'eyalet de Timișoara.

15 Voir l'Archive Nationale Hongroise Budapest, (Magyar Országos Levéltár) P. 990. Örményesi Fiáth család levéltára 1 tétel, 1 csomó, folsz. 87.

C'est ainsi que Laurence Nagy a fait don le 1^{er} février 1625 à Stephane (Étienne) Vágó de Lipova des domaines ravagés de Periam, de Jara, à l'est de Sinnicolaul Mare et de Sinnicolau¹⁶. Ces exemples démontrent le respect d'une pratique en vigueur dans les eyalets constitués sur le territoire de l'ancien royaume féodal de Hongrie, disparu à Mohács, suivant laquelle tous ceux qui plaident leur cause devant le qadi, évitant de s'adresser aux instances juridiques traditionnelles, étaient passibles de la peine capitale¹⁷. Par ailleurs les autorités du principat autonome avaient interdit aux nobles, sous peine d'être sévèrement punis, de recourir aux instances de l'eyalet d'Oradea¹⁸. Mais cette interdiction n'a pas été respectée, vu que devant ces instances ont été conclues aussi des transactions possédant un caractère immobilier. Par exemple, Nicolas Zólyoni de Albiş a vendu Félégyházi, pour la somme de 1.000 florins, la localité de Kerekegyháza, sise entre Roşiori et Vaida ainsi que les limites de la «puste» Gyaopoly, à l'ouest de Roşiori¹⁹.

Sous l'aspect militaire, le condominium peut être découvert dans une série de comtes transylvaines enregistrés dans le registre de Piri Mehmed Pacha, dont la possession a été revendiquée continuellement par les autorités ottomanes de l'eyalet d'Oradea. Le 15 novembre 1660 Sinan, le beglerbeg d'Oradea contestait non seulement l'autorité du prince Michel Apafi, mais il interdisait absolument et sous les plus âpres menaces, aux habitants des comtés du Szolnok intérieur, du Szolnok moyen, de Bihar, Zarand, Crasna, Sătmar et Szabolcs de se laisser recruter pour l'armée transylvaine²⁰. Ces mêmes autorités ont protesté aussi contre l'emploi des serfs originaires des territoires, qui leur étaient sou-

16 S. Borovszky, *Csanád vármegye története 1715-ig*, Budapest, 1896, p. 244.

17 Voir K. Hegyi, *Le condominium hungaro-ottoman*, p. 597, note 13.

18 A. Szilády, S. Szilágyi, *Török-Magyarokori Állam Okmánytár*, vol. VII, doc. nr. CLXXVII, p. 282-283.

19 L. Borcea, *Oraşul Oradea în timpul stăpînirii otomane (1660-1692)* «Crisia», vol. XI, 1981, p. 114.

20 E. Izsepi, *Végvári levelek (Egri és Váradi pasak s Szolnoki begek levelzése magyar végvári kapitányokkal és hódoltsági helységekkel 1660-1682)*, Budapest, 1962, doc. nr. 1, p. 15.

mis à la contribution du nouveau système défensif de la principauté autonome²¹, réclamé par la perte de la cité d'Oradea.

La lutte pour la possession des terres représente le principal aspect du condominium osmano-transylvain, aspect relevé non seulement par la déclaration du comte de Severin, Daniel Kún, mais aussi par la politique de dons royaux et princiers dans les territoires appartenant à l'eyalet de Timișoara. Les anciens possesseurs de terre n'ont pas renoncé à leurs biens mais ils les ont revendiqué aux autorités, toutes les fois qu'ils en ont eu l'occasion. La lutte antiottomane poursuivie par Sigismond Báthory a formé le cadre dans lequel les états du «Saint Empire Romano-Germanique» réunies le 25 mars 1596 en la diète impériale de Bratislava ont demandé à l'Empereur Rodolphe II par l'article 35 des lois promulguées d'insister auprès du prince de Transylvanie pour qu'on rende aux propriétaires les biens se trouvant dans les territoires repris aux ottomans²². Par ailleurs cet aspect du condominium est illustré par l'ordre du prince Gabriel Bethlen promulgué auprès la cession de la cité de Lipova en 1616 suivant lequel aucun noble transylvain n'était plus autorisé à avoir des possessions dans le sandjaq de Lipova. La précision, qui accompagnait cette interdiction, est significative «nul n'est autorisé à être maître <de domaines> dans le sandjaq de Lipova ... qu'il ne le fasse pas à mon escient»²³.

Rappelons aussi que dans l'ancien comté de Cenad, par exemple, certains villages (Csokás, Királyhegyes, Mezöhegyes, Tót-Palota, à présent en Hongrie, Nădlac, Pobor entre Șeitin et Șemlac, Șeitin), soumis aux ottomans, ont reconnu et pour cause, en 1648, l'autorité et les droits de l'évêché de Cenad²⁴. Cet événement semble avoir été le fruit de la conscription des biens de l'évêché de Cenad, qui a provoqué l'extention abusive de la fortune épiscopale et qui a été confirmé par la lettre royale, promulguée le 2 septembre 1654²⁵. Mais l'évêque de Cenad, Tomas Pálffy n'a été le

21 A. Szilády, S. Szilágyi, *op. cit.*, doc. nr. LXXII, p. 102-103.

22 S. Borovsky, *op. cit.*, p. 219.

23 A. Szilády, S. Szilágyi, *op. cit.*, vol. III, doc. nr. CXXVIII, p. 201

24 S. Borovsky, *op. cit.*, 229-231.

25 *Ibidem*, p. 231.

seul bénéficiaire des dons royaux. Ont profité aussi Fr. Dobóczi et M. Szél des «braves» de Szendrő. Ces derniers ont amassé par ce procédé ainsi que par leurs dons du palatin et par l'occupation abusive des villages au cours des années 1642-1667 de très grandes fortunes dans le comté de Cenad²⁶.

La complexité de cet aspect du condominium est mise en lumière aussi par les effets de la politique de dons, poursuivie par le palatin François Vesselényi. Les protestations justifiées de l'évêque de Cenad, Jacinthe Macripodari ainsi que celles de François Rákóczi l'ont induit à revenir sur l'acte de donation accordé à Emeric Balassa pour la ville de Makó et ses pertinences. Balassa n'a seulement tenu compte de l'ordre, qui dénonçait, le 24 novembre 1665, sa mise en possession, mais il a persécuté les habitants de Makó et des environs de telle manière, que ces derniers ont été obligés de recourir à l'aide du sandjaqbeg de Ineu²⁷. Ces dons prouvent que les Habsbourg, s'étayant sur leur qualité de roi de Hongrie, ont maintenu leurs prétentions sur le comté de Cenad et que leur renoncement en faveur des princes de Transylvanie n'a été envisagé que comme une action temporaire.

Les dons de villages dans les comtés de Timiș, Cenad et Arad, soumis aux ottomans, ont représenté dans la première moitié du XVII^e siècle, le système habituel par lequel les princes de Transylvanie récompensaient en général, le mérite militaires de leurs sujets. Si Sigismond Rákóczi a donné en 1607 aux soldats serbes de Lipova les possessions perdues sises dans les comtés de Timiș : Gelu, Vântelek, Faluhely²⁸, par contre le prince Gabriel Bethlen a fait don aux cavaliers Michel Szölösi et Paul Török non seulement du village Tepe, sis sur la rivièrè droite du Mureș (28 novembre 1624) mais aussi à certains habitants d'Ineu; c'est ainsi que Jean Banhegyesi reçut le village de Șeitin, tandis que le «tricesimator» Dezsi obtenait le village Harmad au sud de Mureș, près de Periam ainsi que Sinnicolaul Mare²⁹.

26 *Ibidem*, p. 236.

27 *Ibidem*, p. 241.

28 *Ibidem*, p. 244.

29 *Ibidem*.

Mais Georges Rákóczi I^{er} a fait le plus grand nombre de dons³⁰. En 1632 Michel Paisgyárto et Paul Körösi obtenaient dans le comté d'Arad : les villages Iratoşul Mare, Dombegyház, aujourd'hui une plaine au nord-est de Batonya, Curtici et Peregul Mare, tandis que Stephane Tatai d'Ineu obtenait en mars 1635 toute la plaine de Kaszaperek. En 1646 les soldats d'Ineu : Tomas Ienei, Jean Szegedi, Georges Magovici, Grégoires Simandi recevaient les localités Pereg, Comloş, Kovácháza dans le comté d'Arad, tandis qu'on accordait aux frères Kis Péter et André Keresztszegi les villages : Fecskés, sur la rive droite de Mureş entre Pecica et Şemlac, ainsi que les plaines : Orosi et Palota. L'année suivante, c'est à dire en mars 1647, le prince Georges Rákóczi I^{er} a octroyé au capitaine de «haidouks» Kis Márton et à ses fils les localités Zombor, Ferged (au sud de Hod-Mező Vásárhely), Pordan au sud-est de Beba Veche et Tömpös dans le comté de Cenad ainsi que Covásint dans le comté de Zarand³¹. À tous ces dons s'ajoutèrent de nombreuses possessions obtenus en héritage, en juillet 1635, par la fille d'Abraham Cesrepes Szászvárosi : Tela, Lalasint, Ujfalu, Iagorit, Patak près de Cladova, Zăbrag, Fintínele, Nyárrev entre Simbăteni et Păuliş, Şemlac dans le comté d'Arad; Pobor entre Şemlac et Şeitin, Maymat au nord de Pecica, Sika près de Satchinez, Chellia, Batida dans le comté de Cenad, Hisiaş, Jebel, Tecz, Gurguria dans le comté de Timiş. Ce sont les localités³², qui appartenaient à l'eyalet de Timişoara.

Le prince Geogres Rákóczi II a récompensé, en 1654, Nicolas Matonik, Martin Totu, Stephane Simion, Jean Szegedi, Mathieu Kolontar, soldats de la cité d'Ineu, en leur accordant, au delà du Mureş, les localités suivantes: Belesz, Fűves dans le comté de Cenad, Maşloc, Botos, Félegyház dans le comté d'Arad³³. Le 25 avril 1656 le prince a partagé aux habitants d'Ineu Nicolas et Sigismond Szentandrási les domaines d'Utviniş, Vizejdia, Bodrog, Toti entre Satul Mare et Secusigiu, Zădăreni, Nădlac, Hodoş, Szent-Tamás, Csigerfalva et Bernot³⁴.

30 Voir pour ces dons de propriétés, *ibidem*, p. 244-245.

31 *Ibidem*, p. 245.

32 *Ibidem*, p. 244-245.

33 *Ibidem*, p. 246.

34 *Ibidem*.

En effet, la lutte pour la possession des terres a représenté, tout comme dans les eyalets formés en Hongrie, un aspect essentiel du condominium osmano-transylvain, illustré par les informations encore restreintes. On peut, cependant, affirmer que, l'instauration de la domination ottomane au Banat, au banat de Lugoj et de Caransebeş ou en Crişana n'a pas assuré l'hégémonie de son système administratif. Le comté de Severin ne s'est pas résigné, tout comme les comtés hongrois, à céder une partie du pouvoir et de ses attributions. Par ailleurs, les données que nous venons de présenter montrent que, 12 ans après la conquête du banat de Lugoj et de Caransebeş (1658), les nobles et les fonctionnaires n'ont pas reconnu l'instauration de fait de la domination ottomane. Nous avons la preuve que les institutions du comté de Severin ont exercé leur fonction administrative et juridique. Ce fut aussi le cas des comtés de Transylvanie tels que le Solnoc intérieur, le Solnoc moyen, Bihor, Zarand, Crasna, Sătmar, Szablocs qui, bien que placés sous la domination ottomane, remplissaient leurs obligations militaires envers le prince Michel Apafi.

La hégémonie de la domination ottomane a été contestée non seulement par les comtés, mais surtout par la puissance princière, qui a poursuivi, en certains moments, une politique de dons dans les territoires de l'eyalet de Timișoara. Les bénéficiaires de cette politique ont été l'évêché de Cenad et surtout les braves soldats de l'armée de Transylvanie.

Le tableau que nous nous sommes efforcés de brosser pourrait créer l'impression que ces exemples et ces constatations sont valables pour tout le territoire occupé par les ottomans dans le sud-ouest et jusqu'au nord de la Roumanie. Mais tel n'est pas le cas. En nous appuyant sur les informations dont nous disposons à présent, nous pouvons soutenir qu'il y a des différences marquées, en fonction de la région, de la disposition inégale des forces armées et des organes de l'administration ottomane et surtout de la labilité de la frontière séparant les eyalets de Timișoara et d'Oradea de la principauté de Transylvanie. Le stade actuel de ces aspects est à ses débuts. Il exige de nouvelles recherches dans les archives de Budapest et d'Istanbul. Il s'agira d'insister, comme on l'a déjà relevé, sur le problème de la mise en pratique des principes du condominium.

ANNEXE

Caransebeş, le 28 janvier 1670.

Én, Kún Dániel, Karansebesi Zeorénj vármegyének hites ispánia, adom emlékezetre mindeneknek az kiknek illik ez én leuelemenk rendiben mostaniaknak s'mind jeouendeoben leueoknak, hogj kértem meg vrunktul eo Felségétwl Zlatna Márton és Gáspár jozágokat Zlatna faluban ezen Zereonj vérmegyében ki vagion, azért miuelhogj Fiat Sigmond vram contradicált, statuiom kért egj giermek képében ki Zlatna Márton leániatól ualó és Gerlistej Miklós Boluasniczaj jobbágiatul ualó Purkarestiak nemzetségébw, melj gjermekeket ez elmúlt háboru wdében elrabottanak uolt a Törökek, melynek data feoleol is kétség ha le auagj nem zabadulhata neme. Azért felelek erre és ez leuelemett adom róla engedéssékeljen tizta relatoriam az jozágról, ha az megneuezet gjermeke megjeo és valami igasságatt álathattia fel, hogj eotet illesse az az Jozág kit megkértem non longo proces su breuissel, igasságát eleomene-télel meg nem fogom seot mint contradictor ugj procedálhasson dolgában az rabnak zabadulásának wdejeig, ualamig teruénj zerrint való ideje és mód igy obseruáluan. Kireol adom ez pecsétés leuelemett Kaztrucz Miklós vram substitutus bán és képemben vállot ispán eleot és az tártsom Rát Sigmond vram eleot. Datum in Caransebes 28 januarii anno domini 1670.

Idem qui supra ppa.

L. S.

— *annotation sur le dos de l'acte* : Reversales Danielis Kún, comitis Karansebesiensis, super portione possessionaria in Zlatna impetrata.

Acte original gardé à l'Archive Nationale Hongroise Budapest (Magyar Országos Levéltár), P. 990 Örményesi Fiáth család levéltára .

1 tétel, 1 csomó, fol. sz. 87.